

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit : l'insécurité environnementale comme instrument de mobilisation

Evelyne DUFAULT

L'idée de « sécurité environnementale » défendue par certains tenants de l'élargissement de la notion traditionnelle de sécurité¹ tente d'intégrer la dégradation environnementale comme menace à la sécurité. Il devient en effet de plus en plus difficile de minimiser l'impact des problèmes environnementaux sur la santé et la qualité de vie humaine et d'ignorer le défi qu'ils posent, à terme, à la survie même de la planète. Le concept de sécurité environnementale ne fait toutefois pas l'unanimité et certaines de ses applications qui semblaient les plus prometteuses se sont avérées des impasses théoriques. Le rôle causal des problèmes environnementaux dans le déclenchement de conflits violents, en particulier, est une hypothèse qui a suscité beaucoup d'intérêt, mais dont l'exploration empirique s'est avérée décevante. Nous souhaitons ici proposer une autre avenue qui consiste à considérer le rôle instrumental, plutôt que causal, des problèmes environnementaux dans les conflits politiques. Comme nous le verrons, la littérature sur les conflits liés à l'environnement souligne la prééminence des variables sociopolitiques sur les variables environnementales comme causes des conflits et suggère en ce sens le caractère instrumental et intermédiaire des problèmes environnementaux. Afin d'élaborer cette piste de recherche, nous nous intéresserons à deux cas qui constituent des illustrations éclairantes de cette problématique, soit la Tchécoslovaquie et la Lituanie, dont les mouvements « verts » sont reconnus pour avoir joué un rôle de premier plan dans la lutte pour l'indépendance face à Moscou.

1. On peut entre autres citer Dabelko G.D. et Dabelko D.D., « Environmental Security : Issues of Conflict and Redefinition », *Environnement et sécurité/Environment and Security*, 1, 1, 1996 ; Buzan B., Wæver O., de Wilde J., *Security. A New Framework for Analysis*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998. Voir ci-dessous pour davantage de références.

EVELYNE DUFAULT

Bien que la sécurité environnementale ait fait l'objet de nombreux travaux, et ce, dès la fin des années 1980, l'effort théorique fait en vue d'intégrer l'environnement dans la problématique sécuritaire s'est exprimé de différentes façons dans un corpus qui est loin d'être cohérent et homogène. Selon les perspectives, la nature de l'insécurité ainsi que l'objet et le sujet de la sécurité diffèrent. Krause et Williams identifient trois axes à la reconceptualisation de la sécurité : l'*élargissement* de la conception néoréaliste de la sécurité à un plus grand éventail de menaces telles que les problèmes environnementaux ou les violations aux droits humains ; l'*approfondissement* des études de sécurité afin d'intégrer les menaces faites aux individus (sécurité humaine) ou à l'ensemble de la collectivité internationale (sécurité globale) ; le maintien de la conception stato-centrique de la sécurité, qu'on pourra qualifier de coopérative, collective ou encore commune afin de refléter les différents arrangements multilatéraux mis en place dans le cadre d'une coopération internationale en matière de sécurité². Le développement du concept de sécurité environnementale suit le découpage des deux premiers axes.

En premier lieu, un courant vise à élargir à l'environnement le type de menaces faites à la sécurité dans son acception classique, c'est-à-dire que l'on fait ici référence à la sécurité des Etats, à leur capacité de perdurer et de protéger leurs institutions contre les menaces³. Plusieurs types de menaces environnementales peuvent être prises en compte dans cette perspective : accès aux ressources naturelles et matières premières (essentiellement celles qui sont nécessaires à l'économie et à la défense d'un Etat) et protection de celles-ci, dégradation de l'environnement et changements environnementaux à l'échelle du globe. En outre, différents liens de causalité sont explorés dans les travaux adoptant cette perspective. Les hypothèses sur les guerres du pétrole ou de l'eau, qui sont particulièrement populaires (et ce, malgré le manque d'exemples probants), celles sur la dégradation de l'environnement et les pénuries environnementales menant à des

2. Krause K., Williams M.C., « Broadening the Agenda of Security Studies : Politics and Methods », *Mershon International Studies Review*, 40, 1996, p. 230. Toutes les traductions sont de l'auteur.

3. C'est le cas, entre autres, de Tuchman Mathews J., « Redefining Security », *Foreign Affairs*, 68, 2, 1989, pp. 162-177 ; Ullman R.H., « Redefining Security », *International Security*, 8, 1, 1983, pp. 129-153 ; Kaplan R.D., « The Coming Anarchy », *Atlantic Monthly*, février 1994, pp. 44-76 ; et Myers N., *Ultimate Security : The Environmental Basis of Political Stability*, New York, W. W. Norton, 1993.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

conflits internes et externes (dont nous parlerons plus loin), ou encore l'utilisation de l'environnement comme arme en temps de guerre sont parmi les plus fréquemment citées.

La seconde tendance vise à approfondir l'objet de la sécurité en tenant compte des menaces faites à la sécurité des individus ou encore à celle de l'environnement mondial. La perspective de la sécurité humaine, qui s'est développée surtout dans les dernières années⁴, considère les problèmes environnementaux comme des menaces directes faites à la santé, et éventuellement à la survie des individus, et évacue de l'analyse la notion de conflit privilégiée par l'approche stato-centrique. Ces menaces peuvent inclure les différents types de pollution (air, eau, sol), les substances toxiques (incluant les organismes transgéniques), les catastrophes naturelles, la radioactivité, et même le réchauffement climatique. Cette perspective met l'accent sur les inégalités géographiques, sociales, économiques, culturelles et de genre face à l'insécurité environnementale et souligne la vulnérabilité des populations les plus démunies, particulièrement dans les pays en développement, à la dégradation environnementale. Elle met également en lumière l'incapacité de l'Etat, dans un contexte caractérisé par la mondialisation et la domination des intérêts économiques, à protéger adéquatement les individus contre ces menaces qu'il participe lui-même souvent à alimenter. Ainsi, la fonction première de l'Etat serait de répondre aux besoins élémentaires de la population et « *les intérêts de l'Etat devraient être subordonnés aux intérêts du peuple* »⁵. L'insécurité environnementale ne pose donc pas un problème aux institutions étatiques mais plutôt aux personnes dont ces institutions sont responsables. Cette vision de la sécurité environnementale sous-tend un projet politique et moral qui vise à libérer l'être humain de ces menaces en prenant en main sa propre sécurité par le biais d'associations et d'organisations communautaires formant un réseau global d'action.

Enfin, le deuxième aspect de cette tentative d'approfondissement du concept de sécurité propose de tenir compte des menaces faites à l'environnement global et donc indirectement à l'humanité au sens

4. Voir notamment Dalby S., *Environmental Security*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002 ; Page E.A., Redclift M., *Human Security and the Environment*, Cheltenham et Northampton, Edward Elgar, 2002 ; et Barnett J., *The Meaning of Environmental Security. Ecological Politics and Policy in the New Security Era*, Londres et New York, Zed Books, 2001.

5. Barnett J., *op. cit.*, p. 128.

EVELYNE DUFAULT

large du terme. A titre d'exemple, les changements climatiques ont souvent été traités comme une menace à l'humanité, bien qu'ils puissent également être considérés comme une menace faite aux individus ou à certaines collectivités en raison de l'élévation du niveau des mers (petits Etats insulaires en particulier⁶, mais aussi d'autres pays, la plupart en développement, comme le Bangladesh) ou d'autres perturbations environnementales dues au changement global (désertification et déforestation, sécheresse, catastrophes naturelles, etc.)⁷. Mais la gamme de menaces évoquée est beaucoup plus large. Notons parmi celles-ci la disparition d'espèces (et la perte de biodiversité mondiale), les armes nucléaires, la détérioration de la couche d'ozone et la surexploitation des biens communaux (tels que les stocks de poissons ou les forêts). En outre, cette vision de la sécurité environnementale est plus largement utilisée par les acteurs de la politique internationale. Ainsi, plusieurs personnalités politiques l'ont intégrée dans leurs discours, en particulier dans l'administration Clinton, tels que Al Gore (qui liait dégradation de l'environnement et accroissement des risques de conflits internationaux) et le président américain Bill Clinton lui-même (qui, dans un entretien avec Jiang Zemin en 1996, a clairement lié sécurité internationale et menaces globales faites à l'environnement mondial)⁸. Les organisations internationales de la famille des Nations Unies y font fréquemment référence lorsqu'il est question des problèmes environnementaux à l'échelle du globe. Enfin, soulignons que cette approche est partagée par les tenants de la « *deep ecology* » et autres idéologies écologistes radicales.

Bien que ces nouvelles perspectives soient de plus en plus présentes dans la littérature, l'intégration de l'environnement dans les préoccupations liées à la sécurité s'est toutefois inscrite le plus fréquemment dans la redéfinition d'une conception de la sécurité

6. A ce sujet, il existe une forme de « plan d'immigration » des citoyens de l'île de Tuvalu vers certains pays, dont la Nouvelle-Zélande, en raison des risques posés par le réchauffement climatique et la hausse du niveau des mers. C'est l'un des rares cas où la réponse à une insécurité environnementale prend une forme préventive organisée.

7. Voir notamment Stripple J., « Climate Change as a Security Issue », in Page E.A. et Redclift M., *op. cit.*, pp. 105-127.

8. Voir Le Prestre P., *Écopolitique internationale*, Montréal, Guérin Universitaire, 1997, p. 411 ; Barnett J., « Environmental Security and U.S. Foreign Policy : A Critical Examination », in Harris P.G., *The Environment, International Relations, and U.S. Foreign Policy*, Washington D.C., Georgetown University Press, 2001, p. 70 ; et Smouts M.C., « Risque planétaire et sécurité environnementale », *Esprit*, 274, mai 2001, pp. 134-135.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

nationale traditionnellement liée aux conflits. On s'intéresse ainsi aux conflits inter-étatiques ou intra-étatiques nés de différends concernant la dégradation, l'accès, la gestion et le partage des ressources naturelles, notamment des sources d'eau potable⁹. De même, le problème des réfugiés environnementaux et des déplacements de populations à la suite de catastrophes environnementales et leur potentiel de violence et de conflit a déjà été plusieurs fois étudié¹⁰.

Déjà, en 1985, Ted Gurr réfléchissait à la possibilité d'établir un lien causal entre les pénuries écologiques et la probabilité de conflits internes¹¹. Mais c'est principalement à Thomas Homer-Dixon, chef de file de ce programme de recherche à l'Université de Toronto, que l'on doit le développement et l'approfondissement de ces hypothèses de façon systématique. Celles-ci établissent un lien entre rareté des ressources (due à la dégradation de l'environnement, à la pression démographique ou à la distribution inégale des ressources) et risque de conflit ou de violence. Selon le modèle construit par Homer-Dixon, les pénuries environnementales, en provoquant des vagues d'immigration et de réfugiés ou une diminution de la productivité économique, affaibliraient l'Etat, augmentant ainsi les risques de conflits ethniques, de coups d'Etat ou de conflits de spoliation¹².

Revoir le lien entre insécurité environnementale et conflit

Les études qui ont tenté d'établir ce lien n'ont toutefois pas réussi à démontrer de façon convaincante l'existence d'un lien direct entre dégradation de l'environnement et conflit intra ou inter-étatique¹³.

9. Voir Westing A., *Global Resources and International Conflict : Environmental Factors in Strategic Policy and Action*, Oxford, Oxford University Press, 1986 ; Starr J.R., « Water Wars », *Foreign Policy*, 82, 1991, pp. 17-36 ; Lowi M., *Water and Conflict : The Politics of a Scarce Resource in the Jordan River Basin*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

10. Voir Homer-Dixon T.F., « Environment Scarcities and Violent Conflict. Evidences from Cases », *International Security*, 19, 1, 1994, pp. 5-40 ; Homer-Dixon T.F., Blitt J.(dir.), *Ecoviolence. Links Among Environment, Population and Security*, New York, Rowan and Littlefield Publishers Inc., 1998 ; Myers N., *Ultimate Security : The Environmental Basis of Political Stability*, New York, W.W. Norton, 1993.

11. Gurr T.R., « On the Political Consequences of Scarcity and Economic Decline », *International Studies Quarterly*, 29, 1, 1985, pp. 51-75.

12. Voir Homer-Dixon, *op. cit.*

13. Voir Deudney D.H., « Environmental Security : A Critique », in Deudney D.H. et Matthew R.A. (dir.), *Contested Grounds. Security and Conflict in the New Environmental Politics*, Albany, State University of New York Press, 1999, p. 187-222 ; Gleditsch N.P., « Armed

EVELYNE DUFAULT

Tout d'abord, la notion de « pénurie des ressources » a été remise en cause, car celle-ci ne tiendrait compte ni des avancées technologiques, ni de l'interconnexion des marchés mondiaux (qui permet dans bien des cas de pallier à une pénurie locale), ni encore de la possibilité de substituer certaines matières premières¹⁴. Sur le plan méthodologique, on reproche entre autres à ces travaux de s'appuyer parfois sur de simples corrélations, d'utiliser des méthodes d'analyse simplistes et surtout sans profondeur (qui laissent de côté une multitude de facteurs structurants tels que les conditions socio-économiques des populations ou les types de régimes politiques), de proposer des modèles trop complexes pour être vérifiés empiriquement, de s'appuyer essentiellement sur des études de cas anecdotiques et sans cas de contrôle (cas d'absence de conflit)¹⁵, ou encore de transposer maladroitement les hypothèses d'un niveau d'analyse à l'autre. En outre, certains se demandent si la rareté des ressources ne mènerait pas à la coopération plutôt qu'au conflit¹⁶. On a en ce sens maintes fois remis en question la notion même de sécurité environnementale qui sous-tend ces travaux en affirmant que cette dernière a été lancée dans le but de mettre les questions environnementales à l'ordre du jour de la « grande politique », un privilège habituellement réservé aux enjeux de sécurité et de défense traditionnels. Comme le souligne Marie-Claude Smouts, cette entreprise aurait pour effet de « militariser » les questions environnementales et de détourner à d'autres fins les arguments de ceux qui voulaient attirer l'attention des gouvernements occidentaux sur la dégradation de l'environnement¹⁷.

C'est toutefois l'échec avoué de certains chercheurs qui porte le plus dur coup à l'hypothèse des conflits liés à la dégradation environnementale. Ted Gurr, après avoir fait une étude empirique approfondie sur une cinquantaine de conflits ethnopolitiques,

Conflict and the Environment : A Critique of the Literature », *Journal of Peace Research*, 35, 3, 1998, pp. 381-400 ; Levy M.A., « Is the Environment a National Security Issue ? », *International Security*, 20, 2, 1995, pp. 35-62.

14. Voir Deudney D.H., « The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security », *Millennium*, 19, 3, 1990, pp. 461-476 ; Simon J.L., *Ultimate Resource 2*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

15. Levy M.A., 1995, *op. cit.*, p. 56.

16. Les travaux sur la « tragédie des communaux » soulignent les possibilités de coopération et de gestion en commun des ressources rares. Voir entre autres Ostrom E., *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*, New York, Cambridge University Press, 1990.

17. Smouts M.C., *op. cit.*, pp. 137-138.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

relativisa les hypothèses qu'il avait contribué à populariser puisqu'un petit nombre de cas seulement parmi ceux étudiés avaient une dimension environnementale¹⁸. Thomas Homer-Dixon a lui-même observé qu'il n'y a pas de preuve évidente que la rareté des ressources environnementales soit une cause de conflits inter-étatiques¹⁹. Dans le cas des conflits intra-étatiques, le lien de cause à effet entre les problèmes environnementaux et les conflits politiques, violents ou non, est très rarement direct et souvent même impossible à établir. Les conflits sont plus souvent causés par des mouvements de population, par une aggravation de la pauvreté ou encore par un affaiblissement de l'Etat, ce qui peut être dû indirectement à la dégradation de l'environnement. De plus, les problèmes environnementaux peuvent rarement être considérés comme causes des violences, mais plutôt comme variables intermédiaires qui les influencent. Les problèmes environnementaux peuvent aggraver les insécurités déjà présentes ou, associés à d'autres facteurs, peuvent envenimer des situations déjà potentiellement conflictuelles. « *Ce n'est pas la nature de la rareté des ressources qui rend la guerre plus probable, c'est la nature du climat politique au sein duquel se produit cette rareté. [...] La rareté peut amplifier les pressions lorsqu'elles sont déjà fortes* »²⁰. Ainsi, bien que cet exemple soit fréquemment invoqué, aucune victime n'est directement issue d'un conflit qui aurait pour cause l'accès à des ressources en eau potable. Plutôt, « *nous pouvons nous attendre à ce que la rareté de la ressource galvanise les conflits armés lors de situations hautement polarisées où les Etats sont à la recherche d'une provocation afin de se combattre* »²¹. Les variables les plus significatives sont donc plutôt sociopolitiques qu'environnementales.

Pour Simon Dalby, l'intégration des questions environnementales dans le discours sécuritaire répond en fait à des intérêts politiques spécifiques et sert souvent à justifier des politiques nationales ou internationales²². Ainsi, « *les atteintes envers l'environnement*

18. Gurr T.R., « Peoples Against States : Ethnopolitical Conflict and the Changing World System », *International Studies Quarterly*, 38, 2, 1994, pp. 347-377.

19. Homer-Dixon T., « Environmental Scarcity and Mass Violence », in O'Tauthail G., Dalby S. et Routledge P. (dir.), *The Geopolitics Reader*, Londres, Routledge, 1998, p. 207. C'est aussi l'un des arguments principaux de Daniel Deudney dans « The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security », *op. cit.*

20. Haas P.M., « Constructing Environmental Conflicts from Resource Scarcity », *Global Environmental Politics*, 2, 1, 2002, p.7.

21. *Ibid*, p. 8.

22. Voir Dalby S., « Threats From the South? Geopolitics, Equity, and Environmental

EVELYNE DUFAULT

[joueraient] *un rôle instrumental et symbolique, et non causal* »²³. Il nous semble, en conséquence, plus fructueux de considérer la fonction instrumentale des problèmes environnementaux dans les conflits politiques et de s'attarder en particulier à la définition des problèmes environnementaux, la sécurisation des menaces qu'ils présentent et leur utilisation à des fins politiques.

L'instrumentalisation de l'insécurité environnementale

Comme le souligne Philippe Le Prestre, l'insécurité environnementale peut être utilisée par certains groupes qui désirent faire la promotion d'objectifs politiques précis. Ainsi, on peut se demander « *dans quelle mesure cette dégradation n'est liée à des conflits que lorsqu'elle est sciemment utilisée à des fins de mobilisations politiques qui remettent en cause la légitimité de l'Etat. L'insécurité environnementale est alors redéfinie ou perçue comme menaçant l'identité du groupe ou sa capacité de se prendre en charge* »²⁴. Et si les problèmes environnementaux en question menacent des repères identitaires, la capacité de mobilisation qui y est associée ne pourrait être que plus importante, avec pour conséquence un plus fort potentiel conflictuel²⁵. Car « [si] *l'environnement est source de conflits, c'est dans la mesure où ses changements favorisent l'émergence d'un sentiment d'insécurité, concept subjectif et manipulable, lié aux questions d'identité et de nationalisme si importantes dans l'après-Guerre Froide* »²⁶.

Une menace environnementale pourrait en ce sens entraîner la cristallisation d'un mouvement de mobilisation populaire visant une autre fin que la sécurisation de l'environnement, soit le règlement d'un conflit identitaire. En d'autres termes, l'insécurité environnementale pourrait être utilisée comme catalyseur pour la mobilisation des communautés autour d'enjeux identitaires, de

Security », in Deudney D.H. et Matthew R.A., *op. cit.*, pp. 155-185. Marie-Claude Smouts propose également cette analyse dans « Risque planétaire et sécurité environnementale », *op. cit.*

23. Le Prestre P., « Sécurité environnementale et insécurités internationales », *Revue québécoise de droit international*, 11, 1, 1998, p. 289.

24. *Ibid.*, p. 289.

25. Il est surtout question ici de conflits politiques internes (par exemple, entre groupes ethniques), mais il est possible d'imaginer l'internationalisation de ces conflits par l'appui ou l'implication directe ou indirecte d'acteurs externes.

26. Le Prestre P., 1997, *op. cit.*, p. 481.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

revendications nationales ou politiques. Bien que la réalité matérielle des problèmes environnementaux soit souvent incontestable et qu'elle s'appuie sur la science, le sens qui leur sera conféré par les acteurs participant à la définition du problème est fondamental. En effet, la formulation d'un problème environnemental en termes d'insécurité, par exemple la dégradation d'une ressource, apparaît comme étant le résultat d'un acte performatif qui confère au problème environnemental une signification sociale et politique spécifique. Cette définition du problème participe en d'autres termes d'un processus de sécurisation qui justifie l'emploi de mesures extraordinaires. Comme le soulignent Buzan *et al.*, « *la définition et les critères exacts de la sécurisation sont l'établissement intersubjectif d'une menace existentielle ayant un caractère suffisamment saillant pour avoir des effets politiques substantiels* »²⁷. La question de la définition du problème environnemental est donc cruciale :

*« Le nouveau conflit environnemental ne devrait pas être conceptualisé comme un conflit portant sur un problème prédéfini et sans équivoque avec des acteurs dont les points de vue sont en compétition, mais celui-ci doit plutôt être vu comme une lutte complexe et continue pour imposer une définition et une signification au problème environnemental lui-même »*²⁸.

Comme Wæver le souligne, la sécurité environnementale possède un énorme potentiel de mobilisation sociale et politique, et c'est pourquoi l'intérêt de placer des enjeux environnementaux à l'ordre du jour sécuritaire réside dans l'importance des menaces et donc dans le besoin de déployer des moyens urgents et sans précédents afin d'y répondre²⁹. En effet, l'environnement et le territoire sont des parties intégrantes de l'identité nationale et une composante importante des nationalismes ethniques et civiques³⁰. En entraînant la destruction de symboles faisant partie de l'identité nationale ou en menaçant la survie de certaines populations, la dégradation de l'environnement

27. Buzan B., Wæver O. et Wilde J., *op. cit.*, p. 25.

28. Hajer M.A., *The Politics of Environmental Discourse. Ecological Modernisation and the Policy Process*, Oxford University Press, Oxford, 1995, pp. 14-15.

29. Wæver O., « Securitization and Desecuritization », in Lipschutz R.D., *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, p. 63.

30. Hamilton P., « The Greening of Nationalism : Nationalising Nature in Europe », *Environmental Politics*, 11, 2, 2002, pp. 27-48.

EVELYNE DUFAULT

pourra ainsi être présentée comme une menace à la survie de la communauté et en permettre la mobilisation, par exemple contre un gouvernement central perçu comme étant illégitime³¹, ou encore contre une population immigrante menaçant la culture et l'identité nationales³². Ainsi, Hamilton observe que plusieurs alliances entre écologistes et nationalistes ont vu le jour en Europe et que les partis nationalistes utilisent les enjeux environnementaux afin de faire valoir leurs revendications face à la domination étrangère³³.

Dans cette perspective nous croyons qu'il est utile de porter un regard plus approfondi sur ce processus, à l'issue duquel la dégradation de l'environnement peut engendrer des insécurités favorisant la mobilisation de groupes identitaires en faveur d'une remise en question de la distribution du pouvoir politique ou économique, ou encore des normes régissant les relations entre une communauté et l'Etat (ou d'autres communautés). Nous proposons donc, afin de fournir des pistes de recherche initiales, d'illustrer ce processus en montrant comment, dans les cas présentés, des problèmes environnementaux ont été instrumentalisés par des acteurs politiques afin de permettre une mobilisation visant des objectifs politiques précis et dépassant largement la stricte protection de l'environnement. A travers ces illustrations, qui méritent d'être étayées et multipliées, nous chercherons à retracer les éléments de construction du problème de sécurité, et ainsi à mettre en lumière la façon dont les acteurs qui y participent font appel au sentiment d'appartenance que partagent les individus d'une collectivité donnée.

Plusieurs cas où la définition de problèmes environnementaux a été présentée en termes de sécurité par des gouvernements, des groupes environnementaux ou par d'autres groupes de la société civile viennent à l'esprit. Ce sont des cas où des communautés se sont mobilisées autour d'enjeux environnementaux qui menaçaient leur santé, leur mode de vie, ou encore leur identité collective. On peut penser notamment au Parti des travailleurs kurdes, en Turquie, qui a

31. Voir Dawson J., *Eco-nationalism. Anti-nuclear Activism and National Identity in Russia, Lithuania, and Ukraine*, Durham, Duke University Press, 1996 ; Tickle A., Welsh I., « Environmental Politics, Civil Society and Post-communism », in Tickle A., Welsh I. (dir.), *Environment and Society in Eastern Europe*, New York, Addison Wesley Longman, 1998, pp. 156-185.

32. Olsen J., *Nature and Nationalism. Right-Wing Ecology and the Politics of Identity in Contemporary Germany*, New York, St. Martin's Press, 1999.

33. Hamilton P., *op. cit.*, p. 43.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

pu mobiliser le soutien des populations locales et de la communauté internationale contre le gouvernement turque en s'appuyant sur la dénonciation du projet de développement de l'Anatolie du Sud-est³⁴. Au Canada, la mobilisation populaire contre les pluies acides venues des Etats-Unis dans les années 1970 et 1980 a pu prendre une telle ampleur parce que celles-ci posaient une menace directe aux érablières du centre du pays, un symbole culturel d'importance. Dans ce cas, « [la] définition du problème en termes de sécurité culturelle a fortement influencé [le] sentiment d'urgence »³⁵.

Une autre illustration frappante est celle du « Mouvement pour la survie du peuple Ogoni », créé en 1992 au Nigeria pour faire campagne contre la compagnie Shell, accusée de détruire l'environnement (et conséquemment la viabilité économique de l'exploitation agricole locale) en raison des multiples déversements de pétrole liés à l'exploitation de la ressource³⁶. La lutte contre la dégradation environnementale, entreprise depuis 1990, a permis aux Ogonis de réclamer une charte des droits ainsi qu'une véritable représentation auprès des institutions politiques de la Fédération nigérienne. Les Ogonis ont en effet accusé le gouvernement de jouer un rôle dans l'exploitation du pétrole sur le territoire, notamment en délivrant des concessions d'exploitation aux compagnies pétrolières sans évaluation d'impacts ni consultations avec les populations locales. Le gouvernement, plus préoccupé par le maintien des multinationales sur son territoire que par la protection des minorités, conduisit une répression violente contre le « Mouvement pour la survie du peuple Ogoni » et des populations locales qui avaient pris part au mouvement de protestation. De plus, on soupçonne le gouvernement militaire nigérian d'avoir encouragé les Andonis, un groupe ethnique voisin, à attaquer les Ogonis. Le gouvernement a ensuite blâmé ces luttes ethniques pour les violences perpétrées contre les Ogonis³⁷.

34. Le Prestre P., « Sécurité environnementale et insécurités internationales », *op. cit.*, p. 290.

35. Le Prestre P., *Ecopolitique internationale, op. cit.*, p. 420.

36. Entre 1970 et 1982, 1581 accidents impliquant un déversement de pétrole ont été recensés au Nigeria. Plus de 40% de tous les déversements de pétrole dont la compagnie Shell est responsable à travers le monde (Shell est présente dans une centaine de pays) se produisent au Nigéria. Voir Renner M., *Fighting for Survival. Environment Decline, Social Conflict, and the New Age of Insecurity*, New York et Londres, W.W. Norton & Company, 1996.

37. *Ibid.*, p. 58. Voir également *ICE Case Studies*, 64 « Ogoni and Nigeria Conflict over Oil ». Voir le site : <http://www.american.edu/TED/ice>.

EVELYNE DUFAULT

Mais à travers notre exploration des cas de conflits liés à l'environnement, deux cas ont particulièrement retenu notre attention. Il s'agit de deux cas tirés de l'histoire récente des pays d'Europe centrale et orientale, soit la Tchécoslovaquie (d'avant la séparation des deux républiques) et la Lituanie. Cette région présente plusieurs exemples de liens établis entre mouvements environnementaux et de mouvements nationalistes visant l'indépendance par rapport à Moscou. En effet, non seulement le système de planification centralisée était estimé responsable de l'exploitation arbitraire des ressources naturelles locales, mais il était également perçu comme un régime de domination culturelle et de suppression de l'identité nationale³⁸. Ainsi, « [la] convergence de l'environnementalisme et du nationalisme dans plusieurs régions de l'ex-URSS a créé le potentiel pour l'émergence de puissants mouvements de masse au cours de la période de la perestroïka »³⁹. Ce fut le cas en particulier dans les républiques baltes, en Ukraine, en Tchécoslovaquie puis en Slovaquie, et enfin en Moldavie⁴⁰.

La Tchécoslovaquie

Bien que les politiques environnementales tchécoslovaques de la fin des années 1960 et du début des années 1970 s'inscrivaient dans la tendance mondiale de l'époque et visaient à protéger de façon globale la qualité de l'air, de l'eau et des sols de la dégradation, l'application de la politique de développement industriel soviétique laissa la qualité de l'environnement en Tchécoslovaquie dans un piètre état⁴¹.

Dès les années 1970, la gravité de la détérioration de

38. Steen A., *Between Past and Future : Elites, Democracy and the State in Post-Communist Countries. A Comparison of Estonia, Latvia and Lithuania*, Ashgate, Gower House, 1997, p. 307.

39. Dawson J., *op. cit.*, p. 162. Voir également Steen A., *op. cit.*

40. Jancar-Webster B., « Environmental Movement and Social Change in the Transition Countries », in Baker S., Jehlicka P. (dir.), *Dilemmas of Transition. The Environment, Democracy and Economic Reform in East Central Europe*, Londres, Frank Cass, 1998, p. 70.

41. En effet, dès les années 1980, l'environnement en Tchécoslovaquie était considéré comme l'un des plus dégradés des pays d'Europe. Sous la pression des autorités soviétiques, la Tchécoslovaquie exporta la plus grande part de son charbon de bonne qualité, réservant celui de mauvaise qualité (et le plus polluant) pour l'usage local. Ainsi, non seulement la santé des populations s'est trouvée menacée, mais on estime que 60% des forêts tchèques ont été endommagées par la pollution de l'air. Voir Davis S.M., « Building a Movement from Scratch : Environmental Groups in the Czech Republic », *The Social Science Journal*, 41, 2004, p. 377.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

l'environnement dans certaines zones tchécoslovaques conduisit le gouvernement à désigner huit zones d'urgence. Comme le notent Tickle et Vavrousek, « (...) *dans de telles circonstances, il est inconcevable que la gravité des problèmes environnementaux ne soit pas passée dans la conscience publique* »⁴² alors qu'environ le quart de la population, soit près de quatre millions de personnes, vivaient dans des zones lourdement contaminées. Mais Tickle et Vavrousek soulignent également que les problèmes environnementaux ne furent réellement considérés comme des problèmes d'ordre social et politique que vers la fin des années 1980.

En effet, jusqu'à l'avènement de la *glasnost* dans le monde soviétique, la dégradation de l'environnement était principalement perçue comme une menace posée aux individus, au sens où leur santé pouvait se trouver mise en danger par la contamination de l'environnement, la pollution, etc. Par exemple, dans le cas des habitants des zones fortement polluées par l'industrie lourde, le sentiment d'insécurité était individuel et la menace faite aux individus s'inscrivait dans un contexte local. Toutefois, la perception qu'avaient les Tchécoslovaques de leur environnement constituait un défi de taille à la légitimité politique du régime, car les problèmes environnementaux requéraient des autorités une intervention dans le but de s'attaquer au problème, ou du moins la mise en place d'une stratégie palliative. Mais il fallut attendre la publication de rapports sur l'état de l'environnement en Tchécoslovaquie, vers la fin des années 1980, pour que les problèmes soient progressivement perçus comme étant aigus et que des conséquences politiques soient envisagées.

Avant le début de la *glasnost*, un certain nombre de citoyens tchécoslovaques furent persécutés et même emprisonnés pour avoir diffusé de l'information à caractère critique sur les problèmes environnementaux en Tchécoslovaquie. « *De façon plus commune [et plus tardivement], les auteurs d'articles critiques étaient sujets à différentes combinaisons d'activités de harcèlement de la part de la police secrète, ont perdu leurs privilèges et leur statut professionnels, ont été censurés et ont subi des restrictions quant à leurs voyages à*

42. Tickle A., Vavrousek J., « Environmental Politics in the Former Czechoslovakia », in Tickle A., Welsh I., *op. cit.*, p. 123.

EVELYNE DUFAULT

l'étranger [y compris au sein du bloc de l'Est] »⁴³. Le premier document publié par la section écologique de la Société de biologie tchécoslovaque de l'Académie des sciences, en 1981, fut ainsi confisqué et détruit après qu'une copie ait fait l'objet d'une fuite auprès du groupe Charte 77⁴⁴, puis dans la presse occidentale en décembre 1983.

La libre circulation de l'information concernant l'environnement, plus marquée à partir du début de la période de la *glasnost*, permit une nouvelle définition du problème, cette fois-ci en termes politiques et sociaux. La dégradation de l'environnement devint en ce sens un problème collectif et politique. Pour plusieurs militants, elle servit même de prétexte afin de nourrir une certaine contestation du régime communiste⁴⁵. Comme le souligne Barbara Jancar-Webster, « [plus] encore que n'importe quel autre enjeu, l'environnement est devenu le point focal des demandes publiques pour la fin de l'ancien régime »⁴⁶. A l'instar de la situation en Hongrie et en Bulgarie, la mauvaise gestion de l'environnement du régime communiste, ainsi que les activités critiques des groupes environnementaux et d'autres groupes dissidents sont des facteurs ayant contribué à la transformation du système politique tchécoslovaque, à la fois comme catalyseurs du changement et comme acteurs importants dans l'établissement des nouvelles structures démocratiques, du moins au tout début de la phase transitoire⁴⁷. « En effet, à la fin des années 1980, le mouvement écologiste a souvent fourni un refuge à ceux qui désiraient s'engager plus ouvertement dans l'action politique mais qui trouvaient plus judicieux, pour le moment, de revêtir leur action d'un manteau vert »⁴⁸.

Le discours écologiste fut également très important dans la Tchécoslovaquie communiste des années 1980. Les sympathisants du mouvement environnementaliste étaient en effet beaucoup plus nombreux que ses opposants. Dans un sondage effectué en 1990, 83% des Tchèques interrogés ont répondu que leur plus grande priorité était

43. *Ibid.*, p. 141.

44. Charte 77 fut un groupe dissident particulièrement engagé dans la lutte des droits de l'Homme.

45. Davis S.M., *op. cit.*, p. 377.

46. Jancar-Webster B. (dir.), *Environmental Action in Eastern Europe. Responses to Crisis*, New York, M.E. Sharpe, 1993, p. 192.

47. Tickle A., Vavrousek J., *op. cit.*, p. 114.

48. *Ibid.*, p. 128.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

la protection environnementale⁴⁹. Mais, malgré l'importance du mouvement, celui-ci constitua principalement un symbole des lacunes générales du système communiste, reflétant davantage les angoisses d'une société en crise que de réelles valeurs écologiques. Le déclin radical de la conscience environnementale dans la population après un court « âge d'or » de l'environnementalisme durant les premières années du nouveau régime, principalement sous le leadership du Forum Civique⁵⁰, illustre à quel point le mouvement environnementaliste fut le catalyseur des tensions nationalistes beaucoup plus qu'un mouvement enraciné dans la société⁵¹.

En outre, comme dans le cas de la Lituanie que nous verrons plus loin, le contrôle que l'Etat exerçait sur l'information disponible concernant les problèmes environnementaux accentua le sentiment d'insécurité ressenti par la population lorsque l'information devint enfin accessible vers la fin des années 1980. « *L'Etat imposait une forme paternaliste de légitimité politique : il garantirait la sécurité de base en retour de la passivité et de l'obéissance* »⁵². On croyait donc l'Etat en mesure de prendre en charge la qualité de l'environnement. Lorsqu'on constata que l'Etat ne s'était pas acquitté de sa tâche adéquatement et que la qualité de l'environnement s'était détériorée de façon alarmante, il fut aisé pour les militants environnementalistes de s'appuyer sur ce sentiment d'insécurité vis-à-vis de l'environnement pour nourrir la contestation du régime. La Tchécoslovaquie est l'un des pays où l'on considère que les enjeux environnementaux jouèrent un rôle de premier plan dans la chute du régime communiste. « [Dans] tous les cas ce n'était pas les enjeux environnementaux eux-mêmes qui étaient cruciaux, mais le fait qu'ils fournissaient un foyer pour le mécontentement social au bon moment »⁵³. A Prague, en effet, toutes les manifestations dans les jours précédant la révolution, en novembre 1989, concernaient des thèmes environnementaux. Le week-end

49. Davis S.M., *op cit.*, p. 378.

50. Le Forum Civique était composé de dissidents et d'intellectuels ayant joué un rôle de premier plan dans la révolution.

51. Tickle A. et Vavrousek J., *op. cit.*, p. 159 ; et Davis S.M., *op cit.* Notons que plusieurs activistes environnementalistes ont été intégrés au ministère de l'Environnement dans les premières années du nouveau régime et ont ainsi influencé la direction des politiques environnementales. Davis souligne que cet élan ne s'est manifesté que pour une très courte période d'environ 2 ans (de 1990 à 1992 environ).

52. Fisher D., « The Emergence of the Environmental Movement in Eastern Europe and its Role in the Revolutions of 1989 », in Jancar-Webster B., *op. cit.*, p. 91.

53. *Ibid*, p. 99.

EVELYNE DUFAULT

précédant la révolution du 17 novembre, des protestations de grande envergure contre les conditions de vie en Bohême du Nord eurent lieu à Teplice et accélèrent le processus révolutionnaire.

Pourquoi les problèmes environnementaux ont-ils pu servir de catalyseurs aux revendications nationalistes ? Deux principaux facteurs semblent importants. En premier lieu, le domaine de l'environnement était le seul espace politique où la participation politique était tolérée. Comme le souligne d'ailleurs Jancar-Webster, le « *public s'est emparé des enjeux environnementaux parce que depuis des années l'environnement était l'unique 'espace public d'expression' et pouvait être utilisé pour poursuivre d'autres objectifs* »⁵⁴. En outre, le contrôle exercé sur les organisations subventionnées par l'Etat était beaucoup moins grand en Tchécoslovaquie, davantage toutefois du côté tchèque que du côté slovaque⁵⁵, que dans d'autres pays de la région comme en Bulgarie ou en Roumanie⁵⁶.

Deuxièmement, l'environnementalisme et le nationalisme sont tous deux intimement liés au territoire, et donc aux concepts de souveraineté, d'indépendance et d'auto-détermination. « *Les problèmes environnementaux qui sont perçus comme ayant été imposés de l'extérieur par des forces politiques à la légitimité discutable menacent le bien-être du territoire de la patrie et s'attaquent donc à un aspect essentiel de la souveraineté* »⁵⁷. Parce que les mouvements environnementalistes insistent sur la protection de la terre, du territoire ou d'un groupe de personnes, il existe une affinité évidente entre les objectifs environnementaux et nationalistes⁵⁸. Ainsi, non seulement les Tchécoslovaques utilisèrent-ils les questions d'insécurité environnementale pour faire valoir leur volonté d'indépendance par rapport à Moscou, mais les problèmes environnementaux se trouvèrent également au centre du conflit entre les Tchèques et les Slovaques au sein même de la fédération. En Slovaquie, un groupe de scientifiques, « l'Union slovaque des

54. Jancar-Webster B., *op. cit.*, p. 196.

55. Fisher D., *op. cit.*, p. 95. Fisher souligne que cette différence est due à l'héritage du Printemps de Prague, beaucoup plus fort en République tchèque qu'en Slovaquie.

56. *Ibid.*

57. Ziegler C.E., « Political Participation, Nationalism and Environmental Politics in the USSR », in Massey Stewart J. (dir.), *The Soviet Environment : Problems, Policies and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, pp. 35-36.

58. Dawson J., *op. cit.*, p. 24.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

protecteurs de la nature et du paysage », s'opposa en posant des actions radicales au projet du barrage Gabčíkovo-Nagymaros, qui soulevait également les protestations en Hongrie.

Le groupe publia également en 1987 de façon officieuse un document intitulé *Bratislava nahlas*. Cette étude décrivait de façon détaillée les conditions environnementales à Bratislava et accusait sévèrement les ministères et le gouvernement fédéral d'être responsables de la pollution de la ville. « *Alors que le gouvernement fédéral condamnait l'étude en raison de son caractère subversif, ses élans nationalistes ont paru attrayants aux intellectuels slovaques insatisfaits du système fédéral existant* »⁵⁹. Le même argument fut utilisé par la « Société slovaque des Défenseurs de la nature ». Tout comme les auteurs de *Bratislava nahlas*, ceux-ci considéraient la Slovaquie comme étant incapable de se défendre elle-même des mauvaises décisions en matière d'environnement prises par les ministères centraux. Ainsi, la mobilisation en faveur du Parti vert slovaque fut plus facile qu'en République Tchèque étant donné la forte association qui avait été établie entre nationalisme et environnementalisme. « *Puisque Prague avait commandité tout les dommages causés, la Slovaquie avait besoin d'une solution slovaque aux problèmes environnementaux slovaques* »⁶⁰. Mais malgré cette mobilisation, les Verts slovaques ne purent faire élire plus de six députés (sur 150) aux élections de 1990, et ce grâce à une généreuse règle électorale permettant la représentation des partis ayant récolté seulement 3% des voix. Comme nous le verrons ci-dessous, le même phénomène d'effritement de la mobilisation autour des enjeux environnementaux s'est produit en Lituanie au lendemain de l'indépendance politique.

La Lituanie

Dans les républiques baltes, le lien établi entre environnementalisme et nationalisme est particulièrement frappant. En effet, en Lettonie, le « Club pour la défense de l'environnement » agit comme figure de proue d'un front populaire, et en Estonie, l'opposition à des projets de mines de phosphate fut motivée à la fois

59. Jancar-Webster B., *op.cit.*, p. 202.

60. *Ibid.*

EVELYNE DUFAULT

par la peur de dommages causés à l'environnement et d'impacts sur la santé des populations locales et par l'arrivée prévue de centaines de travailleurs russes⁶¹. La Lituanie présente enfin un exemple parlant. Selon Jane Dawson, le potentiel de mobilisation qu'a démontré le mouvement anti-nucléaire lituanien dépend directement de sa liaison avec des demandes nationalistes. « *Tel qu'anticipé, une fois que le nationalisme et les demandes anti-nucléaires ne purent plus être liées, le potentiel mobilisateur du mouvement anti-nucléaire a diminué de façon significative* »⁶². Les mouvements anti-nucléaires en ex-URSS se seraient en effet avérés de puissants tremplins pour la création de mouvements nationalistes. En Lituanie, tout comme dans d'autres pays comme l'Arménie, les mouvements anti-nucléaires comportaient également une forte teinte nationaliste et se sont rapidement transformés en mouvements pour l'indépendance de la république. En d'autres termes, ces mouvements anti-nucléaires s'appuient sur un écologisme qui est vu davantage comme un moyen que comme une fin⁶³.

Cela est particulièrement juste dans le cas du nucléaire en Europe orientale, puisque plusieurs centrales nucléaires sont de mauvaise qualité et mal entretenues, ayant pour conséquence une pollution et une contamination qui présentent des menaces importantes aux populations avoisinantes. Ces menaces ont permis aux groupes écologistes et aux mouvements nationalistes de présenter l'enjeu de l'énergie nucléaire comme étant une menace réelle à la survie d'un territoire et d'une communauté spécifiques. « *Dans les cas où l'identité nationale était très consensuelle, il a été assez simple de dépeindre l'énergie nucléaire comme une menace impérialiste à la survie de la nation* »⁶⁴. Dans le cas des mouvements anti-nucléaires soviétiques, leur force vint principalement du fait que la menace nucléaire pouvait facilement être interprétée comme symbole de la domination d'un groupe ethnique ou politique sur un autre. Les inégalités nationales et les doléances au sujet de l'environnement devinrent des synonymes dans l'esprit des gens.

61. Krickus R., *Showdown. The Lithuanian Rebellion and the Breakup of the Soviet Empire*, Washington, Brassey's Inc., 1996, p. 49.

62. Dawson J., 1996, *op. cit.*, p. 31.

63. Tickle A., Welsh I., « Environmental Politics, Civil Society and Post-communism », *op. cit.*, p. 159.

64. Dawson J., 1996, *op. cit.*, p. 162.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

En liant l'insécurité environnementale et l'insécurité identitaire provoquée par les centrales nucléaires, la mobilisation de la population fut en ce sens plus facile et plus importante. Selon Dawson, les mouvements politiques qui jumellent la défense des intérêts des membres et le fait de se concentrer sur un groupe à l'identité bien définie (en particulier des identités nationales) ont le plus grand potentiel de mobilisation⁶⁵. Le cas de la Lituanie est particulièrement représentatif de ce phénomène, c'est-à-dire de l'utilisation instrumentale de l'insécurité environnementale aux fins de revendications nationalistes.

Comme dans le cas de la Tchécoslovaquie, le seul domaine de politique pour lequel l'activité publique était permise en Lituanie au début de la *glasnost* était l'environnement. Avant 1988, en effet, l'Etat créait et subventionnait des associations environnementalistes, et en contrôlait également les activités. Ces activités se limitaient principalement à l'éducation environnementale, ainsi qu'à certaines campagnes inoffensives pour le pouvoir politique, telles que des campagnes contre les « braconniers » d'arbres de Noël dans les parcs et forêts étatiques. A partir de 1988, toutefois, certains risques environnementaux commencèrent à préoccuper plus sérieusement la population. L'insécurité environnementale la plus importante était liée à la centrale nucléaire Ignalina, située à environ 130 kilomètres de Vilnius, la capitale lituanienne. Avant 1988, seuls les scientifiques de l'Académie lituanienne des sciences étaient tenus au courant des décisions prises par Moscou concernant la centrale nucléaire d'Ignalina. Ceux-ci s'opposèrent fortement au projet dès ses débuts, principalement en raison du gigantisme de la centrale projetée, de la forte densité de population dans la région et de l'incapacité du lac Druksai de refroidir adéquatement la centrale sans dommages importants causés à l'environnement⁶⁶.

Toutefois, aucune information ne circula au sein de la population avant 1988 sur les effets néfastes de la construction d'une telle centrale à proximité de la capitale. En effet, non seulement tout article

65. *Ibid.*, p. 24.

66. « Ignalina and Soviet Energy Plans », *WISE News Communiqué*, 23 novembre 1990. Voir aussi Urbanowski H., « Baltic Environmental Blues », *Multinational Monitor*, 11, 6, juin 1990. Depuis l'entrée en service de la centrale, la température du lac aurait augmenté sensiblement (certaines sources disent jusqu'à 3 degrés Celcius), les espèces de plancton seraient passées de 100 à 20 et il n'y aurait pratiquement plus aucun poisson.

EVELYNE DUFAULT

concernant l'énergie nucléaire devait être approuvé par les organes de censure ordinaires, mais ceux-ci devaient également être examinés par la censure militaire à Moscou. Il en résulte évidemment que seule l'information traitant d'Ignalina de façon positive était diffusée. Ainsi, la centrale d'Ignalina était la plupart du temps qualifiée de « projet du siècle » par les journalistes. Les scientifiques demeurant fortement isolés du public, la population en général n'a donc nullement perçu le danger lié à la construction d'Ignalina avant que la *glasnost* ne permette la diffusion d'informations critiques. Selon Dawson, même les militants environnementalistes lituaniens ne considéraient pas le nucléaire comme un enjeu environnemental important ni ne craignaient qu'un accident nucléaire puisse se produire dans leur région⁶⁷.

L'accident nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, ainsi que la *perestroïka* et la *glasnost*, lancées par Gorbatchev dans la seconde moitié de la décennie 1980, y sont pour beaucoup dans l'éveil des protestations anti-nucléaires en Lituanie. Le fait que l'information concernant la centrale nucléaire Ignalina ait été dissimulée au public durant plusieurs années n'a pu qu'accroître le sentiment d'insécurité lié à la centrale. Le monopole de l'information détenu par l'Etat central soviétique permettait en effet d'éviter l'insécurité dans la collectivité. En passant par d'autres canaux, l'information plus critique participa cependant à la création d'un sentiment d'insécurité important.

Lorsqu'un groupe de scientifiques forma le Club Zemyna, à Vilnius, au début de l'année 1988 et commença à diffuser de l'information sur les risques environnementaux liés à la centrale, la population découvrit qu'on l'avait tenue dans l'ignorance. Dès le début, le groupe de scientifiques dirigé par Zigmas Vaisvila organisa des rencontres publiques visant l'information de la population. L'objectif principal de Zemyna était de porter les problèmes environnementaux de Vilnius à l'attention du public⁶⁸. Mais ils utilisèrent également cette plate-forme pour décrier le traitement dictatorial que réservait Moscou à la Lituanie et l'incapacité des Lituaniens de prendre les décisions qui s'imposaient afin de protéger

67. Dawson J., *op. cit.*, p. 39.

68. Vebra E., « New Directions in Environmental Protection Management in the Baltic States », in Jancar-Webster B., *op. cit.*, p. 84.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

leur environnement.

Le crédit accordé aux scientifiques de Zemyna leur permit de créer un véritable état de choc dans la population. Personne ne pensa en effet à mettre en doute leurs mises en garde voulant qu'un accident à Ignalina, pourvue du même type de réacteur nucléaire que la centrale de Tchernobyl, contaminerait la totalité de la petite république balte. Zemyna contribua en grande partie à alimenter l'insécurité en affirmant qu'advenant un accident nucléaire, la population devrait être relocalisée ailleurs en URSS, signifiant ainsi la fin de leurs aspirations nationales⁶⁹. En appelant les gens à se battre contre la politique nucléaire de Moscou en Lituanie, les militants environnementalistes appelaient également le peuple à sauver la nation lituanienne de sa disparition potentielle. Un vocabulaire se référant au « génocide » et à la menace « d'extinction » était en ce sens utilisé par les environnementalistes du groupe Zemyna.

Les protestations publiques contre le nucléaire qui apparurent à partir de 1988 étaient perçues comme très dangereuses par Moscou, mais inoffensives et de nature apolitique par les dirigeants locaux, principalement parce que la production énergétique était sous l'unique responsabilité de Moscou. Plus encore, les élites politiques locales considérèrent même l'activisme anti-nucléaire comme une soupape sans danger eu égard aux frustrations de la population. Certains dirigeants soutinrent même ce mouvement populaire dans le but de s'arroger la bonne volonté populaire. A partir de mai 1988, devant l'ampleur que prenaient les protestations contre la centrale Ignalina et contre le « colonialisme » de Moscou, les autorités lituaniennes décidèrent clairement d'en prendre leur parti et de se servir du mouvement pour rehausser leur image au plan national.

A l'été 1988, cependant, le mouvement anti-nucléaire mené par le groupe de scientifiques Zemyna prit une toute autre tournure. En effet, avant cette date, le mouvement était principalement constitué d'environnementalistes issus de l'intelligentsia lituanienne. Mais en juin 1988, le leadership du mouvement changea de main au profit du Mouvement lituanien pour la *Perestroïka*, connu sous le nom de Sajudis⁷⁰, et commença à prendre les caractéristiques d'un véritable

69. Dawson J., *op. cit.*, p.49.

70. Sajudis est un front nationaliste qui a servi d'étendard à de nombreux groupes, dont Zaliioji Lietuva (les Verts Lituaniens), un mouvement au départ apolitique formé par la fusion de

EVELYNE DUFAULT

mouvement de masse⁷¹. Les objectifs de Sajudis dépassaient en effet largement le simple enjeu du nucléaire. Comme le montre explicitement Ulfelder, Sajudis peut être considéré comme un mouvement social à caractère ethno-nationaliste dont le programme lie les objectifs d'indépendance politique, de souveraineté populaire et de promotion d'une identité ethnique⁷². « *Au fur et à mesure que le mouvement grandit, et particulièrement après qu'il fut absorbé par Sajudis, l'orientation anti-Russe devint encore plus évidente. Parce que Ignalina était construite principalement par des Russes, l'enjeu de l'énergie nucléaire fournit une cible puissante à l'hostilité anti-Russe* »⁷³. En effet, la zone entourant la centrale nucléaire fut présentée à maintes reprises comme un exemple de « pollution démographique », la majorité des employés de la centrale étant d'origine russe⁷⁴. Plusieurs articles visant à condamner le nucléaire ont également souligné le rôle des Russes dans la promotion d'une politique nucléaire en Lituanie qualifiée de « génocide ». L'idée de « colonialisme intérieur » faisait porter le blâme des problèmes environnementaux sur le gouvernement central et la domination russe⁷⁵.

Quelques timides réserves furent tout de même exprimées de la part de certains groupes associés au mouvement anti-nucléaire

Zemyna et de Atgaja, un groupe environnemental fondé en juillet 1987. Voir l'Encyclopédie des Verts sur le site : <http://www.planetecologie.org>.

71. Dawson J., *op. cit.*, p. 49.

72. Ulfelder J., « Baltic Protest in the Gorbachev Era : Movement Content and Dynamics », *The Global Review of Ethnopolitics*, 3, 304, 2004, p. 27. A titre d'illustration, voir cet extrait du programme du mouvement Sajudis : « *Le Mouvement croit que l'égalité nationale peut être atteinte seulement à la condition que les représentants de toutes les nations reconnaissent le droit du peuple lituanien à l'autodétermination, la souveraineté de la RSS lituanienne et son intégrité territoriale, et que l'histoire, la culture et la langue lituaniennes soient reconnues et respectées. Le droit du peuple lituanien, au même titre que celui des autres communautés, à se préoccuper de sa survie, de sa propre économie, de la nature, ainsi que de la préservation et du développement de la langue et de la culture lituaniennes sur le territoire hérité de ses ancêtres, doit être reconnu* ».

73. Dawson J., *op. cit.*, p. 170.

74. De 1979 à 1989, la population totale du district d'Ignalina est passée de 37 800 personnes à 59 700 en raison d'une forte migration aux environs de la centrale. En 1979, les Russes formaient 26% de la population alors qu'en 1989 ils représentaient 53% des habitants de la région et 92% des citoyens de la ville de Visaginas, la plus importante ville de la région. Voir Pikrsys S., *Lithuanian NGOs' Experiences on Decommissioning Of Ignalina Nuclear Power Plant*, CEE Bankwatch Network, mai 2002.

75. Mirovitskaya N., « The Environmental Movement in the Former Soviet Union », in Tickle A., Welsh I., *op. cit.*, p. 42 ; Peterson D. J., *Troubled Lands : The Legacy of Soviet Environmental Destruction*, Westview Press, 1993, pp. 213-217.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

s'opposant à la définition d'une citoyenneté lituanienne fondée sur des critères ethniques, excluant de ce fait les Russes lituaniens et les autres groupes linguistiques et ethniques présents sur le territoire⁷⁶. La cause anti-nucléaire étant l'outil le plus efficace pour mobiliser la population lituanienne en faveur de la cause nationale, Sajudis maintint néanmoins son action et organisa plusieurs manifestations spectaculaires, tel qu'en septembre 1988 lorsque 20 000 personnes ont formé une chaîne humaine autour de la centrale⁷⁷.

L'existence de mouvements environnementalistes, considérés par les autorités comme ne représentant aucune menace au régime communiste, a sans aucun doute augmenté l'attrait de ceux-ci pour les activistes qui cherchaient à s'en servir comme base pour défendre des causes moins « acceptables ». En effet, les mouvements nationalistes et ethniques, au contraire des mouvements environnementalistes, étaient perçus comme très menaçants par les autorités et furent systématiquement privés de ressources, voire vigoureusement supprimés dès leur naissance. Bien que le risque d'accident nucléaire constituait une véritable source d'inquiétude pour la population, en particulier en cette période post-Tchernobyl, la seule cause environnementale ne semble pas pouvoir expliquer l'ampleur de la mobilisation. C'est plutôt la double définition du problème, c'est-à-dire la construction de la centrale en termes environnementaux et identitaires qui a maximisé son potentiel de mobilisation populaire. La quasi disparition des mouvements anti-nucléaire en Lituanie après 1991 illustre bien en ce sens l'utilisation instrumentale qui en a été faite par d'autres entrepreneurs politiques.

L'ampleur de cette mobilisation eut un impact important sur les autorités lituaniennes, qui cessèrent de contribuer au financement de la centrale dès juillet 1988. Le 25 août 1988, à la suite d'une rencontre houleuse entre les représentants des autorités lituaniennes, les dirigeants de la centrale et le public, on prit la décision d'interrompre la construction du troisième réacteur (sur quatre prévus au départ) et de mandater une commission spéciale d'en préciser le destin. Cette décision fut interprétée comme une victoire pour les militants anti-nucléaire. De fait, après la réunion du 25 août, le public, ainsi que le groupe Sajudis, se désintéressèrent du problème de la centrale

76. Dawson J., 1996, *op. cit.*, p. 170.

77. « Ignalina and Soviet Energy Plans », *op. cit.*

EVELYNE DUFAULT

Ignalina. Cette victoire avait confirmé l'autorité grandissante de Sajudis face au Parti communiste et au gouvernement lituanien, et le groupe considéra qu'il pouvait en toute sécurité s'attaquer directement à des enjeux politiques plus sensibles, tels que la question de la souveraineté de la république. Un parti vert lituanien fut toutefois créé en 1989, le premier parti vert de la région balte, réclamant une Lituanie indépendante, écologiquement saine et sécuritaire, neutre et démilitarisée⁷⁸. Des liens s'établirent ensuite avec les autres partis verts de la région balte.

« Les Verts baltes ont exprimé le désir de nettoyer non seulement l'environnement naturel mais également l'environnement politique, mental et ethnique de leurs républiques. Ces préoccupations environnementales se sont intégrées à un arsenal d'enjeux déployés par les Fronts populaires qui sont devenus les mouvements sociaux parmi les plus puissants dans la région balte et qui furent au cœur de l'organisation de manifestations de grande ampleur contre l'administration de Moscou »⁷⁹.

Comme on le sait, les revendications nationales menèrent à la déclaration d'indépendance de la Lituanie en mars 1990. Par la suite, Moscou coupa toute livraison de combustible à la nouvelle république. Cet embargo créa une dépendance des Lituanais à l'égard de l'énergie nucléaire produite sur leur territoire⁸⁰, ce qui transforma radicalement leur attitude face à la centrale Ignalina. L'importance de la centrale pour l'indépendance de la Lituanie par rapport à Moscou devint alors incontournable.

Plus surprenant encore, les dirigeants du mouvement Sajudis, nettement dominants dans la vie politique post-soviétique en Lituanie, ne se contentèrent pas d'ignorer les problèmes environnementaux liés à Ignalina, mais se prononcèrent carrément pour l'expansion de la centrale⁸¹. Cette démobilisation vis-à-vis des enjeux environ-

78. Mirovitskaya N., *op. cit.* ; Vebra E., *op. cit.*

79. Mirovitskaya N., *op. cit.*, p. 42.

80. La centrale nucléaire d'Ignalina fournit aujourd'hui environ 85% de l'électricité consommée en Lituanie.

81. Mirovitskaya N., *op. cit.*, p. 44 ; Altshuler I.I., Golubchikov Y.N., Mnatskayan R.A., « Glasnost, Perestroika and Eco-sovietology », dans Stewart J., *op. cit.*, p. 209.

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

nementaux fut observée un peu partout dans la région. Dans les deux premières élections qui suivirent l'indépendance des républiques de l'ancien bloc de l'Est, les partis verts furent littéralement expulsés des parlements par l'électorat⁸². Il apparaît ainsi clairement que les valeurs environnementales défendues par les mouvements de protestation de la fin des années 1980 n'ont pas été réellement intériorisées par la population, mais qu'elles furent plutôt instrumentalisées à d'autres fins.

La question de la sécurité environnementale, loin de se résumer aux questions traditionnelles telles que l'impact des installations militaires sur l'environnement, peut être abordée sous de multiples angles. L'un d'eux, emprunté par les désormais incontournables études de Thomas Homer-Dixon, propose un lien causal direct entre la dégradation de l'environnement et les conflits politiques violents. Nous avons plutôt voulu soutenir ici que le lien entre la dégradation de l'environnement et les conflits politiques peut parfois emprunter un chemin plus tortueux.

En effet, plusieurs illustrations empiriques tendent à suggérer que l'insécurité environnementale peut être utilisée comme catalyseur de la mobilisation des communautés sur des enjeux identitaires et des revendications nationales. Ainsi, « *alors qu'une préoccupation concernant la pollution peut ne pas avoir provoqué le type de violence inter-ethnique associée au nationalisme, de plusieurs façons le problème de pollution a servi de catalyseur pour des luttes nationalistes* »⁸³.

Plusieurs points de convergence nous permettent en outre de mettre en relation les deux cas d'illustration présentés ici. Tout d'abord, les militants environnementalistes furent à l'avant-garde des demandes pour un changement politique dans les deux cas. Les militants ont lié de façon systématique les insécurités environnementales vécues dans ces régions à des revendications nationalistes et à un sentiment d'appartenance nationale. Ces groupes ont ainsi pu susciter une

82. Steen A., *op. cit.*, p. 309. Les Verts lituaniens avaient fait élire trois députés au Congrès des Députés du peuple d'URSS en mars 1989, puis sept députés au parlement lituanien en 1990 (dont quatre membres du Parti Vert et trois indépendants).

83. Goldman M.I., « Environmentalism and Nationalism : an Unlikely Twist in an Unlikely Direction », in Stewart J., *op. cit.*, p. 1.

EVELYNE DUFAULT

véritable mobilisation de masse et influencer considérablement le processus politique, allant jusqu'à jouer un rôle clé dans la chute des régimes en place et l'indépendance de ces Etats par rapport à l'Union soviétique. L'insécurité environnementale fut donc utilisée avec succès à titre instrumental pour l'avancement de la cause nationale.

L'instrumentalisation de cette insécurité devient indéniable lorsqu'on observe le destin des mouvements environnementaux dans les premières années après la chute des régimes communistes des pays d'Europe centrale et orientale. Dans les deux cas présentés, bien que les partis verts aient eu une grande visibilité, celle-ci ne s'est pas transformée en victoire électorale massive. Les enjeux environnementaux ont très rapidement perdu de leur pouvoir d'attraction et, sans un élargissement de la plate-forme électorale des Verts, il leur fut impossible de faire une percée significative. De plus, les mouvements environnementalistes en Europe de l'Est jouissent d'un appui beaucoup moins grand dans la population et peinent à conserver une certaine influence politique depuis le début des années 1990⁸⁴.

En outre, le rôle de l'information fut significatif dans les deux processus d'instrumentalisation de l'insécurité environnementale. En Lituanie comme en Tchécoslovaquie, le manque de transparence et de diffusion de l'information ont contribué à renforcer le sentiment d'insécurité face aux problèmes environnementaux et ont accentué la remise en cause de la légitimité du régime en place. En ce sens, le rôle des scientifiques est à souligner dans ce processus puisque ceux-ci bénéficient d'une grande crédibilité auprès du public et s'avèrent des acteurs clé dans la contestation de la légitimité des autorités politiques.

Notons par ailleurs que l'instrumentalisation des problèmes environnementaux ne s'est pas effectuée de la même façon en Lituanie et en Tchécoslovaquie. En effet, le mouvement anti-nucléaire lituanien s'est autant appuyé sur un nationalisme de nature ethnique dirigé contre la population russe vivant en Lituanie que sur un sentiment d'aliénation face au gouvernement central soviétique. L'insécurité environnementale a en ce sens été présentée pratiquement comme une

84. Voir Jancar-Webster B., *op. cit.*, pp. 195-196 ; mais aussi Baker S., Jehlicka P., 1998, *op. cit.* ; et Davis S.M., *op. cit.*

Revoir le lien entre dégradation environnementale et conflit

tentative de « génocide » de la part des Russes à l'encontre des Litvaniens. En Tchécoslovaquie, la récupération de l'insécurité environnementale s'est plutôt canalisée vers une remise en question de la légitimité du régime communiste (et, par la suite, du régime fédéral tchécoslovaque) et de sa capacité à bien protéger l'environnement et la santé des citoyens.

Comme nous l'avons mentionné, de multiples autres cas pourraient être analysés à la lumière de la proposition faite ici sur l'instrumentalisation de l'insécurité environnementale. En plus des Ogonis du Nigeria, d'autres exemples dans toutes les régions du monde sont connus et mériteraient d'être explorés⁸⁵. Un examen plus approfondi des cas présentés ici ainsi que de plusieurs autres pourrait notamment nous permettre de dégager les conditions particulières sous lesquelles la mobilisation des communautés autour des enjeux environnementaux s'effectue. Cette contribution, loin d'épuiser la question, donne donc en réalité un avant-goût de ce qui reste à faire et invite plutôt à poursuivre la réflexion sur cette voie.

85. Plusieurs exemples s'offrent autant au Myanmar, qu'en Équateur, au Pérou, ou en Indonésie. Pour une présentation générale des cas possibles, voir la base de données sur les conflits liés à l'environnement : <http://www.american.edu/TED/ice>.